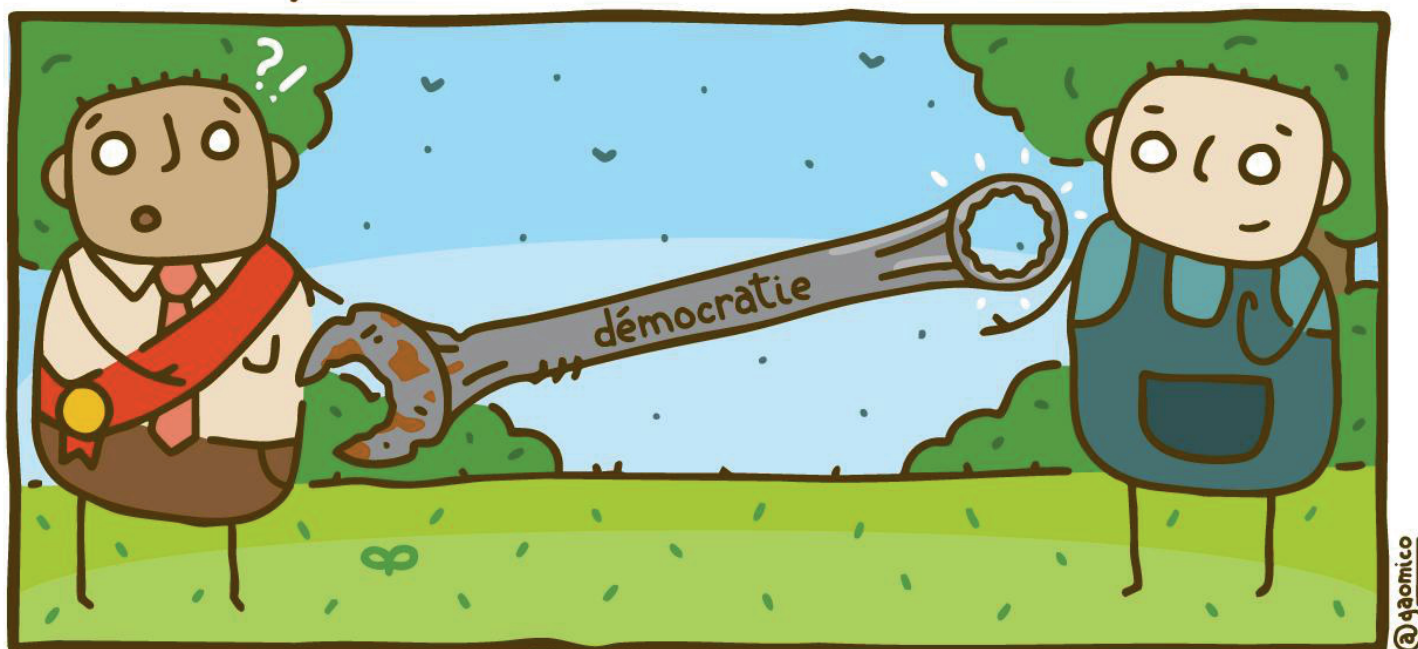


Qui a peur des citoyens actifs ?



Qui a peur des citoyens actifs ?
Peut-on encore gouverner sans la société civile ?

Michel Beaufays

Publication RCR² 2025

Réalisée dans le cadre de l'Education Permanente

Rubrique « Imaginaire politique »



Auteur,

Je m'appelle Michel Beaufays. Partisan et artisan d'une citoyenneté active et engagée, j'ai consacré une part significative de mon parcours à l'édification de mouvements citoyens notamment à vocation politique, histoire de secouer un peu le cocotier politique local et national.

Fondateur et conseiller communal du MCS (Mouvement Citoyen à Sprimont) dans la province de Liège, mon itinéraire, jalonné de transitions entre le monde du sport, l'industrie manufacturière, la formation, l'animation, l'éducation, le notariat, l'assurance qualité, l'entrepreneuriat et la communication commerciale, relève d'une curiosité permanente et d'une envie de comprendre les rouages de la société.

Mes passions, allant des mouvements de jeunesse à la voile, en passant par l'écriture, les voyages d'aventures et la musique, m'ont permis de tisser des liens avec des individus de tous horizons.

Mes expériences de terrain ont été le laboratoire d'une réflexion continue sur les enjeux de notre société. En grattant le vernis des institutions, j'ai constaté que la vitalité démocratique ne suscitait pas seulement l'enthousiasme, mais aussi une réelle anxiété au sein de l'appareil politique. Dès lors, il nous faut nommer ce malaise :
Qui a peur des citoyens actifs ?

Résumé

L'article explore la mutation profonde du paysage politique sous l'impulsion des mouvements citoyens. Loin d'être un phénomène de mode, cet essor est le symptôme d'une soif de renouvellement face à des partis traditionnels souvent perçus comme déconnectés ou sclérosés.

Pourquoi ça intéresse le RCR² ?

Rappelons notre crédo : l'intelligence collective au service d'une résilience écologique et solidaire. Ce crédo exprime la conviction qu'un changement de mode de vie est à la fois nécessaire et entre nos mains.

Longtemps, le coeur de notre action a consisté à questionner le caractère non-durable de nos modes de vie et à faire connaître des alternatives économiques¹ en portant sur elles un regard critique, car rien ne serait pire que de troquer un cul de sac contre une illusion.

Pour faire système, le prochain pas, nous semble désormais de voir comment sortir chaque acteur de bonne volonté de son silo. Autrement dit, comment faire collaborer initiatives citoyennes, monde associatif, pouvoirs publics et entreprises.

La participation citoyenne nous semble être l'un des meilleurs leviers pour faire évoluer la relation entre citoyens et administration : passer d'une relation d'usager à celle de partenaire. Favoriser l'émergence d'une cogestion où chaque citoyen pourra devenir responsable de son territoire, acteur de sa résilience, critique de la stratégie collective pour y arriver et solidaire de ses différentes parties prenantes, humaines et non-humaines.

Le RCR² a donc décidé de créer une nouvelle ligne éditoriale "imaginaire politique" afin de proposer des enquêtes, des retours d'expériences et des réflexions sur l'état de la démocratie belge, les failles de la démocratie représentative ainsi que les forces et les faiblesses des différentes propositions de participation citoyenne.

Introduction : le Pouvoir de l'indignation

Des crises aux nouvelles normes

L'histoire des mouvements citoyens - qu'ils soient abolitionnistes, pacifistes, en faveur de l'environnement ou initiateurs de droits civiques - témoigne de la capacité des individus à se rassembler et à revendiquer des droits et des changements. Dans l'histoire, chaque mouvement a laissé sa marque, influençant les sociétés et redéfinissant les normes. Ils émergent souvent en réponse à des injustices, des inégalités ou des crises. Leur histoire est riche et variée, échelonnée sur plusieurs décennies, plusieurs siècles. Elle s'étend de l'antiquité à l'ère des influenceurs, de la bastille au hashtag.

De nos jours, les mouvements citoyens autrefois marginalisés ou mal compris, se taillent une place de plus en plus significative dans la vie politique. Cet essor n'est pas un simple phénomène de mode, mais le signal d'une soif de renouvellement démocratique qui interpelle bon nombre de citoyens mais, selon moi, trop peu d'élus.

Pour beaucoup de mandataires issus des partis traditionnels, le concept de "mouvement citoyen" peut effectivement résonner comme une "langue étrangère", souvent perçue à travers un prisme réducteur : celui de l'acteur ponctuel, de la contestation ou de l'amateurisme. Ces perceptions, nourries parfois par des informations erronées ou des a priori, dressent des "murs", là où des "ponts" devraient être jetés. déconstruire des idées reçues et avoir une bonne base de santé collective.

(1) Nous pensons ici aux Donneries, Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne, Potagers Collectifs, Repair Café, Systèmes d'Echanges Locaux, etc. Voir notre cartographie des initiatives : <https://asblrcr.be/cartographie/>

Comment déconstruire ces clichés ?

Si les mouvements citoyens peuvent refléter des différences de nature par rapport aux partis traditionnels, des différences de structure² de fonctionnement et de rapport aux institutions, ils ont au moins un objectif commun avec les partis traditionnels : façonner l'action publique et infléchir le cours des décisions politiques.

Et donc, malgré ces nombreuses différences, l'enjeu ne devrait-il pas être la construction d'une synergie capable de relever les défis complexes de notre époque, plutôt que la confrontation ?

L'un des premiers obstacles à une collaboration fructueuse me semble résider dans la méconnaissance mutuelle. Une asymétrie de culture crée une tension structurelle où les peurs réciproques l'emportent souvent sur l'objectif commun.

D'un côté, le Parti, habitué à la discipline et à la hiérarchie, redoute de se faire « déborder » par une base citoyenne dont il ne maîtrise ni les codes ni la spontanéité, craignant que cette énergie imprévisible ne fragilise sa ligne politique. De l'autre, le Mouvement, attaché à sa liberté, vit dans la hantise de se faire « récupérer » : il craint de voir son combat singulier dilué ou instrumentalisé au profit d'une stratégie électorale globale dont les calculs et les finalités lui sont, par nature, étrangers. Cette double crainte de perdre soit son contrôle, soit son identité, finit souvent par paralyser l'action avant même qu'elle ne débute.

Voilà pourquoi il est important de dépasser ces appréhensions mutuelles pour reconnaître et placer au cœur du débat la richesse d'expertise de terrain des mouvements citoyens, leur capacité d'innovation sociale et leur engagement profond envers le bien commun, souvent dénué des ambitions purement carriéristes qui peuvent colorer la politique partisane. C'est en comprenant ces motivations intrinsèques, cette "soif de participation authentique", que le dialogue peut devenir constructif.

L'enjeu de cette dynamique se décline en une exigence multiple : celle d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire. La démocratie est l'art de donner à chacun sa place dans la décision, quel que soit l'échelon territorial, elle est un processus vivant, en constante évolution, avec des défis et des imperfections qui se renouvellent.

L'émergence et la structuration des mouvements citoyens sont une réponse directe à ces imperfections, un signal fort, avertissant que le peuple souhaite non seulement consentir, mais aussi participer activement à l'exercice du pouvoir.

(2) Organisations parfois plus horizontales inspirées par les méthodes de l'intelligence collective (sociocratie, élections sans candidats, etc.) privilégiant l'action directe et promouvant d'abord le changement social plutôt que de conquérir le pouvoir politique.

Vers des coopératives politiques :

Si l'on s'appuie sur la réflexion collective de théoriciens tels que James Surowiecki³, Sidney Tarrow⁴, ou Etienne Chouard⁵ mais aussi de praticiens, des citoyens qui « sortent de leur canapé » et des organisations de la société civile, il apparaît clairement que cet élan civique est crucial, parce qu'il est le « système immunitaire » d'une démocratie locale en bonne santé. Sans lui, l'institution politique risque l'asphyxie bureaucratique ou le décalage complet avec la réalité.

Être un citoyen actif ne devrait pas se limiter au vote, mais impliquer la possibilité de prises de position critiques et de participations constructives aux affaires de la cité.

Pour que cette participation soit efficace, les mouvements citoyens, qu'ils aient ou non une vocation électorale, contribuent à lever le voile sur la complexité du mandat politique. L'arène politique est en effet un lieu de contraintes, de technicités et d'arbitrages obligés. Faciliter la compréhension de ce cadre est essentielle pour permettre aux citoyens de formuler des propositions réalistes et réalisables.

L'idéalisme, bien que moteur, doit pouvoir composer avec la réalité de la décision collective et la nécessité de traduire des idéaux en actions concrètes dans un cadre souvent rigide (légal, budgétaire, administratif).

Les mouvements citoyens doivent se saisir de cette « clé de lecture » pour mieux calibrer leurs attentes et, surtout, structurer leur influence. C'est une étape cruciale vers la construction d'une synergie efficace.

En matière d'urbanisme, par exemple, il arrive que le cadre administratif soit trop rigide pour une décision définitive. Le mouvement citoyen peut alors proposer de l'expérimentation en demandant une autorisation d'occupation temporaire pour tester un usage pendant 3 mois (une rue piétonne le samedi, une terrasse partagée, etc.). La stratégie consiste à fournir à l' élu un rapport d'impact à la fin du test. C'est l'argument ultime : « Nous avons testé, les chiffres montrent que les commerces n'ont pas perdu de clients et que le bruit a diminué. » L' élu a alors une base solide pour transformer l'essai.

Simultanément, et c'est là une partie tout aussi vitale de leur mission, les mouvements citoyens, forts de leur indépendance, veillent à maintenir leur rôle de lanceur d'alerte et de garde-fou démocratique.

Cela implique de dénoncer la concentration médiatique et les dérives de l'information, de pointer du doigt les freins du système ou de l'administration qui protègent le statu quo, et de garantir la transparence sur le lobbying, les conflits d'intérêts, la gestion et l'utilisation des fonds publics.

(3) James Surowiecki est un journaliste et écrivain américain né en 1967. Il est surtout connu pour son ouvrage influent publié en 2004, "The wisdom of crowds: why the many are smarter than the few and collective wisdom shapes business, economies, societies and nations" (traduit en français sous le titre "La sagesse des foules").

(4) Sidney Tarrow (né en 1938) est l'un des plus grands sociologues et politologues américains, spécialiste incontournable des mouvements sociaux, de l'action collective et de la politique contestataire

(5) Etienne Chouard, né à Paris le 21 décembre 1956, est un blogueur et militant politique principalement reconnu pour ses positions sur la démocratie participative et l'importance du tirage au sort en politique.

En cultivant cette double capacité à la fois de construire avec pragmatisme et de critiquer avec lucidité, les mouvements citoyens se positionnent comme des partenaires complets : ils ne sont pas seulement force de proposition, mais aussi des acteurs de la veille démocratique qui poussent constamment l'institution à plus de transparence et d'intégrité.

Pour sauver la démocratie, avant qu'elle ne s'ennuie à mourir, une gouvernance adaptative est impérative : partis et mouvements doivent développer des modèles de collaboration continue, de prise de décision partagée et de résolution des conflits qui respectent leurs identités distinctes.

La CTT (Commission de Traduction Transversale) est une bonne illustration de collaboration : elle est un outil mis en place pour décloisonner les structures administratives et favoriser une approche transversale des dossiers.

La CTT est une instance qui réunit des élus, majorité et opposition, des agents de différents services (urbanisme, social, voirie) des membres de la société civile, syndicats, association, et/ou mouvement citoyen.

Son but est de résoudre les blocages, là où l'administration dit "c'est impossible réglementairement". La commission cherche ensemble le contournement légal ou technique pour faire passer l'innovation proposée par le mouvement citoyen. L'administration reste garante de la loi, mais, dans le respect de l'identité du mouvement citoyen, elle se met au service de l'agilité citoyenne plutôt que de lui opposer un "non" systématique.

Ainsi des limitations de vitesses peuvent être suggérées aux usagers de voiries sur lesquelles la commune n'a pas de pouvoir de police, misant par l'installation de panneaux

"limitation à 50" sur des propriétés privées, sur la pression sociale positive et le civisme plutôt que sur la contrainte réglementaire.

Le modèle traditionnel de domination partisane est remis en question. Ce système ou le parti n'est plus seulement un outil au service des citoyens, mais une structure qui imposait ses propres règles, son propre rythme et ses propres élites est attaqué sur trois fronts :

- **Les mouvements citoyens**, les collectifs de quartier et les associations de défense, bref les acteurs de terrain qui ne se reconnaissent plus dans les structures rigides et verticales des partis ;
- **Les "exilés de la politique"** : cette part croissante d'électeurs qui pratiquent l'abstention non par désintérêt, mais par rejet d'une offre politique jugée déconnectée ;
- **Les nouveaux élus** au niveau local, lesquels, "sans étiquette" ou issus de listes citoyennes, tentent de gouverner sans l'appareil partisan traditionnel.

Dans un monde où les crises (climatiques, sociales, économiques) sont imprévisibles, la rigidité d'un parti traditionnel devient une faiblesse, tandis que la souplesse d'un mouvement citoyen devient un atout.

La résilience de la politique, c'est-à-dire, la capacité du système à absorber les chocs sans pour autant s'effondrer, pourrait donc dépendre d'organisations plus fluides, collaboratives et inclusives. Cela pourrait mener à l'exploration de "coopératives politiques" et d'autres approches novatrices pour combler le fossé entre la politique institutionnelle et les citoyens.

Ce concept de coopérative est une alternative au parti traditionnel. Si le parti est une société hiérarchique où l'on suit un chef et une ligne, la coopérative est une société de membres où l'on partage des ressources pour un objectif commun, un centre de connaissances partagées.

L'avenir de la démocratie me semble en partie dépendre de la capacité des partis à s'engager authentiquement avec les mouvements citoyens qu'ils soient à vocation électorale ou de simples groupes de pression, plutôt que de les ignorer ou simplement de les coopter.

En prenant le temps de se comprendre, de s'écouter et de conjuguer leurs énergies respectives, partis traditionnels et mouvements citoyens ont le pouvoir de bâtir une véritable intelligence collective.

Conclusion :

L'heure est à la transformation de la méfiance en compréhension.

L'heure est à la transformation de la division en une force porteuse d'espoir.

C'est en conjuguant l'énergie de l'engagement civique et la structure des institutions politiques que nous pourrions véritablement relever les défis de notre temps.

Et si cet effort commun était le véritable manuel de survie pour notre démocratie ?

Voilà la proposition que je développe dans mon livre "Le manuel de survie de l' élu en milieu citoyen"⁶.

(6) Paru en 2025 aux éditions Dominique Dehareng :
<https://editions-dominiquedehareng.be/livres/le-manuel-de-survie-de-lelu-en-milieu-citoyen/>

Cet article est disponible gratuitement sur le site internet www.asblrcr.be.

Le RCR², Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience est une association promouvant la restauration des conditions d'habitabilité de la planète par l'invention, l'expérimentation et la diffusion de modes de vie écologiquement résilients, inclusifs et solidaires. Les outils, analyses et études du RCR² sont des moyens de délibérer et d'élaborer sur ces enjeux en portant des regards critiques aussi bien sur nos modes de vie actuels que sur ce qui se présente comme ses alternatives. Leur visée est d'approfondir la compréhension de ces enjeux pour stimuler l'élaboration des réponses inclusives, collectives, écologiques, solidaires, lucides et inspirantes. Ces documents sont le résultat d'entretiens, d'échanges entre collectifs ou groupes de citoyen.ne.s s'étant prêtés à nos outils d'animation ainsi que des recherches menées en groupe de travail composé.e.s de volontaires et de différents partenaires associatifs.

Toute diffusion et reproduction est autorisée et encouragée sous réserve de citer la source. N'hésitez pas à nous partager vos propres contributions ainsi que d'éventuelles questions, commentaires ou propositions. A votre disposition pour aborder, au sein de votre collectif, les thématiques traitées.

Pour nous contacter : info@asblrcr.be

Publié en 2025

Avec le soutien de

